

Inquiétude et incertitudes sur l'impact des futures pertes de la Banque nationale

■ Vif débat ce mercredi, au Parlement, après le "profit warning" de la BNB.

La semaine dernière, la Banque nationale a sorti un avertissement sur résultat (*profit warning*) qui n'a pas seulement eu un effet désastreux sur le cours de bourse (-45 % en sept jours). Il a suscité un vif débat en commission des Finances ce mercredi où plusieurs parlementaires se sont inquiétés de l'impact sur les finances publiques belges (lire ci-contre). Voyons pourquoi il s'agit d'un *profit warning* controversé.

1 Pourquoi la BNB doit-elle communiquer ?

La Banque nationale est une société cotée dont 50 % du capital est dans les mains de l'État belge, le solde des 50 % étant détenu par des actionnaires privés. Elle doit donc se conformer aux obligations des sociétés cotées en matière d'info financière.

La BNB n'est toutefois pas comme une autre société cotée. En plus d'avoir une mission d'intérêt général, elle a un régime à part dans la distribution de ses bénéfices. Pour faire simple, c'est l'État belge qui perçoit la toute grande partie de ses gains (le cas le plus emblématique fut la vente d'une partie du stock d'or qui a servi

Le gouverneur de la BNB Pierre Wunsch (à gauche du Premier ministre) n'a pas voulu répondre aux questions des parlementaires.



JAMES ARTHUR GERTUERE BELGA

à réduire la dette publique).

Depuis 2010, l'État belge a perçu 4,9 milliards d'euros. Les dividendes accumulés bruts se sont, eux, élevés à 670 millions, dont la moitié pour les actionnaires privés. Une partie des bénéfices est mise en réserve dans les comptes de la BNB.

En près de douze ans, l'État belge a donc perçu 5,2 milliards des bénéfices engrangés par la BNB notamment sur les plus-values sur le portefeuille obligataire. L'enjeu est majeur pour les finances de l'État belge. "La BNB est une vache à lait pour l'État belge", commente Charles Demoulin, associé chez Deminor.

Comme toute société cotée, la BNB doit prévenir le marché si des événements peuvent influencer ses résultats de manière positive ou négative. Les relevements de respectivement 50 et 75 points de base des taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) auront une incidence négative sur les résultats des banques centrales de l'Eurosystème, et pourraient même entraîner un "déficit", a prévenu la BNB.

La raison est liée aux mesures non conventionnelles de politique monétaire décidées par la BCE, qui ont conduit les banques centrales de la zone euro à faire des rachats massifs d'obligations. Cela a permis d'injecter des

liquidités dans le marché et de maintenir les taux bas au moment de la crise sanitaire. Dès le moment où les taux ont commencé à remonter, cela a pesé sur la valorisation des portefeuilles d'investissement de la BNB. D'où d'importantes moins-values latentes. La BNB pourrait donc se trouver dans une situation où son "matelas financier total" (7,1 milliards) serait insuffisant. Ce qui pourrait poser la question de la nécessité d'une augmentation de capital. Question à laquelle le ministre des Finances, Vincent Van Peteghem (CD&V), n'a pas toutefois voulu répondre ce mercredi.

50%

Participation de l'État belge

La Banque nationale a la particularité d'être une société cotée contrôlée par l'État belge.

2 Pourquoi avoir communiqué la semaine dernière ?

La BNB dit avoir pris connaissance de la lettre envoyée par la Banque nationale des Pays-Bas (DNB) à la ministre des Finances néerlandaise. Elle s'est dite "consciente" que cette publication pouvait entraîner des interrogations sur la répercussion de la hausse des taux sur ses résultats. On peut imaginer que l'action qui perdait 100 euros le jour où la DNB communiquait a incité le gendarme belge des marchés, la FSMA, à exiger que la BNB en fasse de même. Mais contrairement à la DNB qui quantifie les per-

tes à quelque 13 milliards, la BNB ne donne pas de chiffre précis. "C'est un communiqué très vague. Pourquoi la Banque nationale n'est-elle pas capable de faire le même exercice d'évaluation que la DNB ?" s'interroge Charles Demoulin. La BNB se défend de ne pas avoir été assez transparente en mettant en avant les "risques" déjà évoqués dans le rapport d'entreprise 2021. Elle se retranche aussi derrière le fait d'être une société cotée, ce qui limite ce qu'elle peut dire.

3 Les actionnaires minoritaires sont-ils lésés ?

Au cours de ces dernières années, les actionnaires ont été perdants avec un cours qui a chuté de 74 % depuis 2016. De plus, ils n'ont pas été gâtés en matière de dividende, contrairement aux promesses de stabilité de la BNB. D'un sommet de 124,59 euros en 2011, il est tombé à 96,63 euros en 2022. Et comme l'a reconnu la secrétaire d'État au Budget, Eva De Bleeker (Open VLD), il va diminuer de "manière substantielle". L'actionnaire risquerait donc de devoir se contenter du "premier dividende" de 1,50 euro. "Cela ne me semble pas correct que les actionnaires doivent supporter les pertes engendrées par une mission publique alors que quand celle-ci génère des plus-values, celles-ci vont pour la plus grande partie dans les caisses de l'État", estime Charles Demoulin.

Ariane van Caloen

"Le dividende sera revu à la baisse de manière substantielle"

Les pertes attendues à la Banque nationale de Belgique (BNB) mèneront à une "baisse très substantielle" des dividendes versés à l'État, a reconnu mercredi la secrétaire d'État au Budget, Eva De Bleeker (Open VLD), en commission des Finances de la Chambre, sans donner de montant précis (lire aussi ci-contre).

Dans son contrôle budgétaire 2022, le gouvernement fédéral avait prévu un montant de 328 millions d'euros. Le comité de monitoring s'attendait encore, il y a peu, à un dividende de 161 millions d'euros cette année et de 268,4 millions d'euros dans les prochaines années, mais ce montant devra être revu à la baisse.

M. Van Peteghem n'a en revanche pas voulu s'avancer sur un scénario hypothétique de recapitalisation. "Ce n'est pas souhaitable de l'évoquer vu la cotation en Bourse" Il a aussi expliqué qu'en tant que société cotée, la BNB était contrôlée par la FSMA, "même si elle n'est pas tenue aux mêmes règles" que les autres sociétés.

Plusieurs députés, dont Sander Loones (N-VA) et Marco Van Hees (PTB), ont regretté que la BNB ne soit pas présente pour répondre à leurs questions. Ils ont posé la question de l'opportunité de maintenir la cotation en Bourse de la BNB. Sur ce point également, le ministre des Finances a refusé de se prononcer. À l'entendre, le régime particulier pour la distribution des bénéfices ne pose pas problème. Et de rappeler que la Cour constitutionnelle a confirmé que l'article 32 de la loi organique était conforme aux règles constitutionnelles.

Il a rappelé que le "premier objectif" des banques centrales dans la zone euro est de maintenir la stabilité des prix. Il a également défendu la discrétion de la BNB, au contraire de la Banque centrale néerlandaise, en raison de la présence d'actionnaires privés. "La Banque nationale ne publie

pas de prévisions de bénéfices. Elle est tributaire des politiques monétaires, ce qui la dispense de cette obligation", a-t-il poursuivi.

Scénario de recapitalisation

Et que se passe-t-il si, à cause des pertes, la BNB affiche un capital négatif ? Elle peut poursuivre ses activités durant un certain temps, selon le ministre. Et elle ne peut en principe pas faire faillite.

M. Van Peteghem n'a en revanche pas voulu s'avancer sur un scénario hypothétique de recapitalisation. "Ce n'est pas souhaitable de l'évoquer vu la cotation en Bourse" Il a aussi expliqué qu'en tant que société cotée, la BNB était contrôlée par la FSMA, "même si elle n'est pas tenue aux mêmes règles" que les autres sociétés.

Plusieurs députés, dont Sander Loones (N-VA) et Marco Van Hees (PTB), ont regretté que la BNB ne soit pas présente pour répondre à leurs questions. Ils ont posé la question de l'opportunité de maintenir la cotation en Bourse de la BNB. Sur ce point également, le ministre des Finances a refusé de se prononcer. À l'entendre, le régime particulier pour la distribution des bénéfices ne pose pas problème. Et de rappeler que la Cour constitutionnelle a confirmé que l'article 32 de la loi organique était conforme aux règles constitutionnelles.

AvC

Belfius va aider les sociétés à mieux gérer leur trésorerie

■ La banque va proposer le logiciel financier de la scale-up EMAsphere.

La conjoncture actuelle complique fortement la gestion des entreprises. Entre flambée des coûts de l'énergie, indexations salariales à répétition et menace de tomber en récession, les directions financières évoluent dans un contexte rempli d'incertitudes. "Plus que jamais, elles doivent pouvoir maîtriser leurs besoins de trésorerie présent et futur de financement", explique François Franssen, responsable marketing du département Entreprises & Public chez Belfius. De nombreuses entreprises belges recourent toujours au programme Excel pour établir le reporting financier de leurs activités. Ce qui est à la fois très chronophage et source d'erreurs. Or, il existe des solutions logicielles qui automatisent la collecte et le traitement des données financières. "Nous avons examiné le marché, indique François Franssen, pour voir ce qu'il était possible de proposer aux entreprises clientes chez Belfius. On avait d'abord regardé à l'international, mais les solutions étaient peu adaptées au marché belge et assez chères."

"Nous avons examiné le marché. EMAsphere est apparu comme le partenaire idéal."

François Franssen
Responsable marketing
du département
Entreprises & Public
chez Belfius.

Les accompagner dans leur pilotage financier. Pour Belfius, l'objectif est non seulement d'améliorer les performances de leurs clients grâce à des données fiables et à jour, mais aussi de consolider les relations sur le long terme. "Notre cible prioritaire est celle des scale-up, PME et entreprises de taille intermédiaire, où nous sommes en forte croissance. Ça représente plusieurs milliers de clients", indique, de façon évasive, François Franssen.

"Fiable, facile et abordable"

Belfius a finalement trouvé son bonheur chez EMAsphere, entreprise en forte croissance basée à Louvain-la-Neuve. "EMAsphere est apparue comme le partenaire idéal répondant à nos valeurs avec, en particulier, un ancrage belge et une solution 100 % digitale, fiable, facile d'utilisation et abordable."

EMAsphere, créée en 2013, a développé une plateforme en ligne destinée à faciliter le travail des directions financières des entreprises. Leur solution, accessible en mode "SaaS" (*Software-as-a-Service*), automatisée, au départ des données brutes issues de différentes sources dans l'entreprise, la

collecte et la transformation des données comptables et opérationnelles en tableaux de bord, graphiques et analyses compréhensibles et accessibles à tout moment (via ordinateurs, tablettes, smartphones...). Et ce, en temps réel. La solution intègre aussi des outils prévisionnels.

La plateforme EMAsphere vient se connecter au logiciel comptable de l'entreprise. Le client Belfius accèdera à ses chiffres et visualisera des indicateurs prédéfinis tels que la performance et l'évolution de la trésorerie, les délais de paiement client et fournisseur, l'évolution des résultats ou un rapport de santé de trésorerie. Des indicateurs indispensables pour anticiper les besoins en cash et décider si un crédit ou une solution de soutien est nécessaire.

"Cette collaboration avec Belfius est une étape importante pour EMAsphere, commente Reginald Nobels, directeur associé de la scale-up wallonne. Nous allons pouvoir mettre à disposition notre plateforme de reporting auprès de nombreuses entreprises en Belgique et les accompagner dans leur pilotage financier. Pour Belfius, l'objectif est non seulement d'améliorer les performances de leurs clients grâce à des données fiables et à jour, mais aussi de consolider les relations sur le long terme. "Notre cible prioritaire est celle des scale-up, PME et entreprises de taille intermédiaire, où nous sommes en forte croissance. Ça représente plusieurs milliers de clients", indique, de façon évasive, François Franssen.

L'an dernier, EMAsphere avait conclu un partenariat du même type avec BNP Paribas Fortis. "Il s'agit de deux partenariats distincts, avec des spécificités différentes. Nous nous limiterons à ces deux banques sur le marché belge", précise Reginald Nobels. La solution d'EMAsphere sera proposée, dès la fin de ce mois, à un prix avantageux aux entreprises clientes de Belfius.

Pierre-François Lovens